Un solide fondement

Comment renforcer la protection radiologique

À changement rapide, action rapide. Tel a été le cas du programme de radioprotection de l'AIEA depuis le milieu des années 80, lorsque les pays en développement connaissaient d'une part une croissance économique rapide, d'autre part des troubles politiques et sociaux. Certains pays prospères étaient pressés d'utiliser les techniques nucléaires ou de les développer. D'autres, en particulier ceux issus de l'Union soviétique, devenaient soudainement responsables d'importantes quantités de matières radioactives, sans avoir les moyens d'assurer leur sûreté et leur sécurité.

Entre ces deux exemples, il existait une multitude d'autres situations. Lors de plus de 60 missions menées entre 1984 et 1995, les équipes consultatives de l'AIEA pour la radioprotection ont noté des faiblesses généralisées dans l'infrastructure. Pour s'acquitter de son mandat, qui est de promouvoir les techniques nucléaires à vocation pacifique, l'AIEA et son programme de coopération technique devaient adopter une démarche plus stratégique.

Après avoir étudié le mandat de l'AIEA et les besoins des États Membres, les experts de l'Agence ont mis au point le projet modèle sur le renforcement de l'infrastructure de radioprotection (projet modèle). Pour résoudre les questions fondamentales liées au respect des Normes fondamentales internationales de sûreté, le programme a commencé par définir plus clairement ce qui constituait une infrastructure de radioprotection appropriée, pour finalement ramener cette définition à cinq éléments :

- ① Législation et réglementation
- ② Radioprotection professionnelle
- ③ Radioprotection médicale
- ④ Radioprotection du public et de l'environnement
- ⑤ Préparation et réaction aux situations d'urgence

Ensuite, au lieu de continuer à proposer une démarche fragmentaire de fourniture d'équipements à la demande, il s'est mis à aider systématiquement chaque pays à constituer une capacité lui permettant de gérer tous les aspects de la sûreté et de la sécurité des matières radioactives.

En 1996, le programme de radioprotection a invité tous les États Membres qui présentaient des faiblesses à solliciter une assistance. Plus de 50 pays ont répondu ; presque tous avaient besoin de renforcer ou de créer leur infrastructure de radioprotection.

La nouvelle stratégie s'est articulée autour de deux éléments importants : a) une démarche dynamique de la part de l'AIEA ; et b) l'attente d'un engagement ferme des États Membres. Plutôt que simplement répondre à des demandes individuelles, l'AIEA a activement invité les États Membres à lancer un programme complet assorti d'objectifs à long terme, puis a collaboré avec les parties intéressées pour élaborer et mettre en œuvre, par pays, un plan d'action intégré. En échange, les États Membres ont été priés de prouver leur attachement aux activités, calendriers et budgets convenus en nommant un coordonnateur national disposant d'un pouvoir de décision approprié, et en investissant des moyens humains et financiers suffisants.

Grâce à cette démarche conjointe, l'objectif ultime — la sûreté des techniques nucléaires — est devenu plus réaliste. Les États Membres qui obtiendraient des résultats rempliraient, en effet, les « conditions d'assistance » nouvellement instituées par le programme. Ces conditions énonçaient clairement que la fourniture de sources de rayonnements serait conditionnée par la possession, au moment de la demande, d'un niveau de sûreté approprié à cette technologie.

Le succès du programme créa de nouveaux problèmes. Par exemple, nombre de pays qui avaient une législation et une réglementation acceptables présentaient par ailleurs de graves lacunes sur le plan du respect des normes fondamentales internationales. Pendant ce temps, des États Membres non participants ont commencé à voir le bénéfice que leurs voisins tiraient de leur participation. À chaque cycle biennal du programme, de nouveaux pays ont émis une demande d'assistance. En 2004, le nombre total d'États Membres participants était passé à 91.

En dix ans, le projet modèle a mené à bien 16 projets et décaissé plus de 43,3 millions de dollars aux fins d'activités et d'équipements*. Grâce à cet investissement, de nombreux États Membres peuvent maintenant recourir davantage aux techniques nucléaires et maintenir l'infrastructure correspondante.

*Pendant ces dix ans, il a été mis en œuvre des projets régionaux et nationaux supplémentaires qui appuient ses objectifs.